

M. Richardson: Je crois que le député devrait orienter quelques-unes de ses questions vers l'accumulation d'avions et de matériel militaire en Union soviétique et dans les pays du Pacte de Varsovie. Nous savons pertinemment que l'Union soviétique a renforcé sa puissance militaire bien au-delà de ses besoins de défense et nous ne faisons que notre part dans le cadre de l'OTAN pour créer un équilibre de la puissance militaire qui maintiendra la paix dans le monde.

* * *

[Français]

LES JEUX OLYMPIQUES

LES PRÉTENDUES DISCUSSIONS SECRÈTES DE M^{me} FRANCIS ET DES REPRÉSENTANTS DU COJO—ON DEMANDE UN RAPPORT SUR LES SUPPOSÉES INFLUENCES QUI AGIRAIENT CONTRE LES JEUX

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Est-ce que le ministre pourrait renseigner la Chambre au sujet des résultats provenant des discussions secrètes qu'a eues M^{me} Francis, fonctionnaire de son ministère, avec des représentants du COJO et d'autres organismes soucieux de donner une bonne image du Canada et du Québec, lors de la préparation et de la tenue des Jeux olympiques de Montréal?

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je ne suis pas au courant de tels entretiens, qu'ils soient secrets ou autres.

M. Marchand (Langelier): Ils sont si secrets que le ministre n'est pas au courant!

Des voix: Oh, oh!

[Français]

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Cette réunion, à laquelle M^{me} Francis assistait, avait lieu à la fin du mois de février dernier. Or, cela faisait plus d'un mois et nous n'avons pas eu encore les résultats. Est-ce que le ministre pourrait dire à la Chambre si oui ou non il existe une campagne anti-olympique internationale, propre à fausser non seulement l'image des Jeux mais également l'image du Canada et du Québec aux yeux du monde entier, et à affaiblir considérablement la portée de la politique adoptée par divers ministères tant provinciaux que fédéraux, politique qui consisterait à faire connaître les Jeux et le Canada?

[Traduction]

M. MacEachen: Je vais me renseigner au sujet de la réunion dont parle le député. En ce qui concerne l'image de marque du Canada relativement aux Olympiques, il appartient au Canada de la déterminer, parce que je ne suis pas

Questions orales

au courant qu'un mouvement ait été déclenché dans quelque autre partie du monde.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE

DEMANDE DE RAPPORTS SUR CERTAINES ENQUÊTES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au solliciteur général, qui s'est tenu anormalement coi sur un certain nombre d'enquêtes entreprises par son ministère. J'ai l'impression que les Canadiens devraient être renseignés. Le solliciteur général peut-il nous renseigner sur l'état des enquêtes suivantes menées par la GRC: Sky Shops, le SIM, le village olympique, les contrats de nettoyage, Mirabel? Peut-il dire à la Chambre si des accusations ont été portées?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne sais pas si le député suggère sérieusement que solliciteur général rende compte de toutes ces affaires en même temps.

Une voix: Une seule suffirait.

● (1430)

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit plusieurs fois, il n'est pas d'usage de faire à la Chambre des commentaires sur des enquêtes policières en cours. Je puis dire ceci sur l'enquête de Sky Shops: elle est terminée et l'on a remis les preuves au ministère québécois de la Justice qui verra s'il y a lieu d'intenter des poursuites. Toutes les autres enquêtes se poursuivent, et il reste à interroger plusieurs témoins.

* * *

LES PÉNITENCIERS

DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LA SITUATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je ne m'inquiète pas tellement des enquêtes relevant du ministère en cause. Je veux parler de la situation chaotique qui prévaut dans les pénitenciers où il y a de nombreux cas d'agitation, de surpeuplement, de suicides...

Une voix: D'où les prisonniers s'évadent.

M. Alexander: ... et de pratiques administratives douteuses. Je parle des établissements d'Archambault, de Millhaven, de Drumheller, du pénitencier de Colombie-Britannique, Dorchester, et, le dernier mais non le moindre, de Prince-Albert. Le ministre sait-il que la situation est très grave dans ces établissements? Fera-t-il un examen de la question? Si oui, quand des mesures seront-elles prises et quand pouvons-nous attendre un rapport du ministre?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, ce sont tous des pénitenciers où séjournent des personnes très dangereuses.

M. Paproski: Vous parlez chaque jour davantage comme le premier ministre.